

L'un des problèmes, c'est précisément la raison que le ministre a donnée pour expliquer la cession de l'usine, savoir notre sérieux manque de perspicacité en affaires. J'ai entendu des gens du Nord de l'Ontario dire ce qu'ils feraient s'ils avaient un million à investir. Dans ma région du Nord de l'Ontario, des centaines de millions pourraient être investis. Tous les jours, des sommes semblables sont jouées à la bourse. La ville voisine de la mienne, à un moment de la dépression, comptait moins de 2,000 habitants mais 13 millionnaires. Les gens de la ville de Hailybury pourraient donc probablement investir des capitaux énormes pour construire et exploiter des usines s'ils avaient la main-d'œuvre qui leur permettrait de décider quel genre d'industrie convient le mieux à la région.

A mon avis, voici ce qui cloche avec le programme de développement régional. Nous ne savons pas quels produits nous avons à vendre et même si nous pouvions les vendre nous ne saurions pas comment gérer l'entreprise. Nous suivons donc le vieux principe: diriger l'industrie vers les grandes villes où se trouvent des marchés plus rapprochés et plus vastes. Ainsi, les petites usines de l'arrière pays restent en plan. Si l'usine en question avait une utilité pour le ministère de la Production de défense, elle existe probablement autant à l'heure actuelle qu'au départ.

Sous l'égide du Conseil national de recherches, un grand nombre de projets pourrait aboutir, moyennant des programmes et du personnel spécialisé. Je me souviens d'avoir entendu, il n'y a pas longtemps, des administrateurs du Conseil national de recherches parler justement de ce problème. Ils avaient mis au point une méthode spéciale et, d'après eux, inédite. Ils se sont mis en quête de gens pour l'appliquer dans l'industrie mais ils ont dû se tourner vers les compagnies américaines parce qu'aucune compagnie canadienne ne voulait s'en charger.

● (3.40 p.m.)

Il y a encore des adeptes de la libre entreprise au sein du gouvernement. Il y en a aussi dans le ministère car je suis certain que le programme de développement régional est exécuté intégralement d'après ce principe-là. Nous accordons de l'aide dans ce domaine. Mais, j'en suis sûr, d'autres personnes sont offusquées de cette hâte à mettre fin aux sociétés de la Couronne, dont le besoin manifesté d'expansion ne se fait plus sentir. Chacun se rappellera l'époque où la Polymer s'adressait aux divers fabricants des produits de

caoutchouc pour assumer leurs succession. Sauf erreur, la Firestone a été offerte à la Polymer pour \$1 après la guerre. Si nous avons 100 compagnies Polymer, le ministre des Finances aurait moins de difficulté à équilibrer le budget, car la Polymer Corporation réalise des profits exceptionnels. Son exploitation a été avantageuse pour le Canada, car la compagnie a inventé un procédé tout à fait nouveau pour fabriquer le caoutchouc synthétique, utilisé dans divers pays et représentant pour nous un potentiel très intéressant.

Les pièces coulées et moulages ne me sont pas trop familiers, et je ne comprends pas pourquoi l'usine Haley a jugé nécessaire de lier sa production à celle d'un moteur particulier d'avion. Je pense que le ministère de la Défense nationale pourrait décider de lui confier une certaine quantité de travaux. Si cela ne se fait pas dès maintenant, la société Bartaco n'aura pas autant de succès.

Il me semble que le député de cette région devrait mettre de côté son désir et celui du ministère d'y établir une entreprise privée, et songer à y fonder une industrie primaire qui s'entourera d'entreprises secondaires ensuite. Évidemment, les pièces coulées doivent servir à quelque chose, et elles créent une demande de matières premières. Voilà pourquoi la création d'une telle usine dans cette région se justifie, car elle utiliserait les matières premières qui y sont disponibles. Si toute l'organisation du ministère de la Production de défense ne peut orienter cette usine vers les besoins actuels du ministère, il me semble que ce dernier est inutile.

A-t-il jamais été question que le ministère de la Production de défense entre dans le secteur manufacturier. Je connais le pouvoir d'achat du ministère, non seulement pour le ministère de la Défense nationale mais aussi pour tous les autres ministères. Cependant, je pense que le ministère de la Production de défense n'a jamais vraiment envisagé le développement industriel du Canada sous l'angle de la répartition des possibilités et des besoins du pays. Nous avons des besoins au Canada en ce qui concerne les achats et je ne pense pas que la responsabilité du ministère de la Production de défense se limite à acheter. Il a aussi le devoir de répartir les achats à travers le pays. J'affirme que dans cette partie du nord de l'Ontario que je représente, le ministère de la Production de défense n'a rien acheté du tout des producteurs primaires. Le papier que le ministère achète ne vient pas des producteurs primaires on l'achète plutôt par l'entremise d'agents des